

Faire un don à La Gazette, c'est soutenir les enjeux culturels, environnementaux et sociaux d'ici!

www.gazetteauricie.com

Gratuit

MENSUEL 20 000 EXEMPLAIRES
JUN 2024 - VOLUME 39 - NUMÉRO 9
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE et des environs

Média indépendant au service du bien commun

Retrouver nos lacs et nos cours d'eau

PAGE 3

L'essence de l'art communautaire : entre processus et transformation sociale

PAGE 13



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ



Un été pour chaque enfant

PAGE 5

PHOTO : ISABELLE PADULA

Champs d'artistes : des rencontres inattendues en milieu rural

Lancé en avril dernier, le projet Champs d'artistes est une initiative de La Boîte interculturelle. Ce projet socioculturel vise à tisser des liens entre des producteurs et productrices agricoles ou des spécialistes en plantes médicinales (petites et moyennes entreprises) et des artistes de divers horizons issu-es d'une minorité visible. Champs d'artistes est soutenu par le gouvernement fédéral dans une optique de lutte contre le racisme et, du même coup, de promotion du multiculturalisme. Afin d'en apprendre davantage, *La Gazette* a visité la Fermette du Joualvert, à Saint-Adelphe, en compagnie de sa copropriétaire, Véronique St-Onge, également participante au projet, ainsi que de l'instigatrice du projet, Nathalie Lévesque, fondatrice et directrice générale de La Boîte interculturelle.

ANNE-SOFIE BATHALON

JOURNALISTE

RENCONTRES INATTENDUES

Concrètement, le projet compte six artistes issu-es de la diversité culturelle jumelées avec six agriculteur-trices, maraîcher-ères ou herboristes. Il vise deux grands objectifs essentiellement relatifs à la rencontre et à la diffusion.

Comme l'explique Nathalie Lévesque, « le premier but est que les personnes jumelées puissent, en deux jours, se connecter, dialoguer, trouver des similitudes, des différences, apprendre l'une sur l'autre ». En d'autres termes, comprendre la réalité de l'autre. Les rencontres des duos seront documentées sous forme de capsules vidéo. Des rencontres communautaires seront également organisées afin d'offrir un espace de discussion. En ce qui concerne le second objectif, Nathalie Lévesque précise que La Boîte interculturelle désire « sortir les arts et la culture des grands centres et les amener dans des milieux ruraux ».

Les six jumelages se feront dans plusieurs régions rurales ou éloignées du Québec. La directrice générale souligne d'ailleurs qu'il s'agit d'une des particularités du projet ; elle ajoute que l'accès à l'art est un défi en milieu rural. « On peut tous aller voir des festivals, mais l'occasion d'échanger avec quelqu'un, de se connecter à un autre niveau que de voir quelqu'un sur une scène, je pense que ça apporte beaucoup. Et je pense aussi que pour le projet, ce sera intéressant, car dans les arts il y a tout un rythme », affirme-t-elle. Véronique St-Onge renchérit en disant à la rigolade « qu'on est loin de la petite mallette et du rythme effréné de la ville ».

DES PARTICIPANT-ES D'ICI

Les rencontres se dérouleront entre juillet et septembre 2024. La Boîte interculturelle ira donc dans plusieurs coins du Québec, dont Saint-Roch-des-Aulnaies et Saint-Onésime-d'Ixworth, dans le Bas-Saint-Laurent, ainsi que Lejeune, au Témiscouata.



Nathalie Lévesque et Véronique St-Onge avec son petit dernier, Tom, âgé de un an.

L'organisme à but non lucratif sera également présent en Mauricie, soit à Saint-Adelphe dans la MRC de Mékinac et dans la communauté abénaquise d'Odanak. Dans celle-ci, la cheffe marocaine Maha Bensouda est jumelée à Jacques T. Watso, Abénakis d'Odanak, propriétaire de l'entreprise Sagamité Watso et du café Watso. Ensemble, il-elle tenteront de réaliser une recette regroupant des éléments de leurs cultures respectives. Le duo se rencontrera les 7 et 8 septembre prochain.

À Saint-Adelphe, on réunit l'artiste multidisciplinaire mexicaine Lucero et la maraîchère et autrice Véronique St-Onge ainsi que sa famille. Elles se retrouveront dans la sympathique fermette autosuffisante appartenant à Mme St-Onge et à son conjoint. Avec ses quatre enfants, le couple fera visiter son élevage et partagera son expertise avec l'artiste mexicaine. La « fermière » ne

cache pas son enthousiasme, même si les deux femmes ne se sont jamais rencontrées et n'ont même pas encore échangé : « C'est vraiment par curiosité et j'ai juste été emballée à l'idée d'accueillir une personne étrangère, de voir ce qu'on pourrait créer, car moi aussi, j'ai une fibre assez artistique. J'ai toujours dessiné et j'ai écrit un livre. Donc, pouvoir partager ce petit paradis-là avec une personne qui ne connaît rien de notre réalité et lui montrer quelque chose de sûrement totalement différent de ce qu'elle connaît, puis de voir à quoi on peut arriver, avec elle, ses passions et ses connaissances. » Mme St-Onge est impatiente de voir le produit final et d'en apprendre sur une autre culture. Les deux femmes formeront duo les 21 et 22 septembre prochain.

LA BOÎTE INTERCULTURELLE

« Cela mijotait depuis longtemps, parce que j'ai lancé mon premier projet en

2016 : des musiciens autochtones du Canada dans le désert du Sahara. J'ai toujours été dans le milieu des arts, j'ai travaillé dans le monde de la musique pendant des années et je voulais vraiment essayer de trouver des connexions, des similitudes, mais ce que je voulais principalement, c'est amener les gens à vivre la réalité de l'autre », explique la fondatrice de La Boîte interculturelle, Nathalie Lévesque. Ainsi, depuis 2018, l'organisme conçoit des expériences uniques d'échange et de partage grâce à l'art et à la culture. En collaboration avec des artistes et des partenaires engagés, elle cherche à renforcer et à créer des liens entre les communautés. Les projets qu'elle élabore et dirige visent à promouvoir la cohésion sociale, à combler les fossés culturels et à permettre à des personnes de divers horizons de nouer des liens. 📍

L'ART, QU'EST-CE ÇA DONNE ?
Mc Gilles enquête

Vivre de son art en région? Bonne chance!

Grâce à cette lumineuse rencontre, découvrez South Miller, directrice artistique du théâtre de marionnettes insolites Les Sages Fous, et Denis Massé, membre fondateur du groupe de musique traditionnelle Les Tireux d'Roche. Tous deux reconnus à l'international, pour rien au monde ils ne voudraient pour autant vivre ailleurs qu'ici, en Mauricie. Et ces artistes font même des jaloux!

UN BALADO PRODUIT PAR **ICI-CA** Disponible sur toutes les plateformes

Retrouver nos lacs et nos cours d'eau

On peut sans hésitation dire qu'on a toujours apprécié la proximité de l'eau, à preuve, la grande majorité de la population du Québec habite le long du fleuve Saint-Laurent. Déjà, avant la colonisation, les Premières nations y trouvaient les ressources pour vivre et leur principal moyen de déplacement ; ne nommaient-ils pas le Saint-Laurent *Magtogoek*, qui signifie le « chemin qui marche » ? Qu'en est-il aujourd'hui ? Nos lacs et nos rivières ne sont pas aussi accessibles qu'autrefois : lacs privés, aménagement d'installations portuaires, réglementation et tarification restrictives.

TABLE ÉDITORIALE

lagazette

de la Mauricie

Avec les changements climatiques qui intensifient les épisodes de chaleur, se rafraîchir dans nos cours d'eau devient de plus en plus une nécessité. Or, de nombreux résident-es ont un accès bien limité aux 17 500 lacs mauriciens. Pourtant, le Code civil du Québec reconnaît que le lit des lacs et des cours d'eau navigables est de propriété publique. Si bien qu'en principe, l'ensemble des citoyen-nes devrait y avoir accès. En pratique toutefois, dans bien des cas, la totalité des bords de lacs est occupée par des propriétés privées, niant de facto l'accès à cette ressource publique. Il faudrait un hélicoptère ou un hydravion pour y accéder !

Et plusieurs Municipalités tentent de restreindre l'accès aux débarcadères publics pour les non-résident-es. En 2011, la Cour d'appel du Québec a réaffirmé le caractère public des cours d'eau, invalidant un règlement de la Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard qui interdisait aux personnes non résidentes d'utiliser le débarcadère public du lac Saint-Joseph. En réponse à cette décision, certaines Municipalités ont adopté une tarification exorbitante pour les non-résident-es.

Bien sûr, les enjeux de contamination environnementale provenant du transport d'embarcations de lacs en lacs et l'érosion causée par les vagues qu'entraînent les sports nautiques motorisés sont bien réels. Mais cela ne devrait pas servir de prétexte pour restreindre l'accès des lacs aux résident-es uniquement, ou même seulement aux propriétaires de terrains riverains. Il est tout à fait possible d'envisager une réglementation imposant le lavage des bateaux, comme cela existe au lac des Piles, ou encore une limitation des sports nautiques motorisés.

En outre, entre Shawinigan et Trois-Rivières, plusieurs hésitent avec raison à plonger dans la rivière Saint-Maurice, alors que les villes limitrophes comme Shawinigan y déversent régulièrement des eaux usées. Selon *Le Nouvelliste*, plus de 13 000 déversements d'eaux usées ont été dénombrés dans la rivière Saint-Maurice en 9 ans. La plage de l'île Saint-Quentin, seul point d'accès baignable officiel à proximité du centre-ville de Trois-Rivières, présente un indice de qualité de l'eau qui interdit parfois la baignade lorsque les seuils environnementaux sont dépassés. Pourquoi ne

pas multiplier les stations d'échantillonnage le long de la rivière, aux endroits qui pourraient se prêter à la baignade ?

Par ailleurs, à Trois-Rivières, le site appelé communément « plage à chiens », près du boulevard des Estacades, fournit un accès somme toute limité, et la plage à Bozo, qui donne sur le lac Saint-Pierre, est loin du centre-ville. À l'île Saint-Quentin, le tarif d'entrée imposé par l'administration, bien que peu élevé, constitue une barrière pour les personnes et les familles moins nanties. Comment une ville si entourée d'eau peut-elle réserver si peu d'accès à ses citoyen-nes ? Instaurer la gratuité grâce à un financement public adéquat donnerait un coup de pouce aux ménages à faible revenu, avec les bienfaits que l'on connaît des espaces verts sur la santé globale.

Certain-es médecins commencent d'ailleurs à prescrire des « bains de nature » à leurs patient-es qui souffrent de pro-

blèmes de santé mentale comme la dépression ou les troubles anxieux. Bien que cela ne soit pas encore une pratique répandue en Mauricie, le programme Prescri-Nature, soutenu par le Collège des médecins depuis 2022, permet aux médecins d'accorder une carte d'entrée dans les parcs nationaux.

Ailleurs, dans l'arrondissement de Verdun, à Montréal, l'administration a instauré une consultation sur un projet appelé Trame verte et bleue, un plan pour quantifier et augmenter l'accès aux parcs et aux cours d'eau pour les résident-es. À Laval, l'administration municipale use de son droit de préemption, soit le droit de premier acheteur lorsqu'une résidence est mise en vente, pour acquérir des propriétés à juste prix sans expropriation et créer des parcs au bénéfice des citoyen-nes.

Les lacs et les cours d'eau font partie de notre identité profonde. Le fleuve Saint-Laurent sur lequel tant ont navigué et

que nous admirons toujours, la rivière Saint-Maurice comme un train naturel pour les billots de jadis, et tous ces lacs qui inspirent calme et sérénité : et si on faisait de l'accès universel à nos cours d'eau et rivières un projet collectif pour la Mauricie ?

« J'ai pour toi un lac
Quelque part au monde
Un beau lac tout bleu
Comme un œil ouvert
Sur la nuit profonde. »

– Gilles Vigneault

BORIS



Gain en capital : trop ou pas assez imposé ?

Dans le dernier budget fédéral, la portion imposable d'un gain en capital dépassant 250 000 \$ est passée de 50 % à 66,7 % ; le taux reste inchangé à 50 % pour un gain inférieur à 250 000 \$. Un gain en capital correspond à un profit réalisé lors de la vente d'un actif financier comme des actions en Bourse, ou d'un immeuble commercial, par exemple. Or, il a fallu peu de temps pour que cette hausse soit dénoncée par les milieux d'affaires, arguant qu'elle nuirait à l'investissement. Qu'en est-il au juste ?



ALAIN DUMAS
ÉCONOMISTE

UN CAS DE FIGURE

Pour comprendre les enjeux de l'impôt sur le gain en capital, prenons l'exemple d'un individu qui aurait un revenu total de 450 000 \$, dont 300 000 \$ proviendraient d'un gain en capital déclaré et 150 000 \$ de son salaire annuel. Comme seulement la moitié des premiers 250 000 \$ de gain en capital est imposable, soit 125 000 \$, les

125 000 \$ restants seraient exemptés d'impôt. Quant au gain excédant le seuil de 250 000 \$, soit 50 000 \$, 66,7 % de ce montant serait imposable, soit 33 500 \$; les 16 500 \$ restants seraient aussi exemptés d'impôt. Ainsi, le gain en capital *imposable* de notre individu fictif serait donc de 158 500 \$ (125 000 + 33 500). En additionnant ce gain à son salaire annuel de 150 000 \$, son revenu imposable serait donc de 308 500 \$.

Calculons maintenant l'impôt que cet individu devrait payer. Dans notre système d'impôt progressif, chacune des tranches de revenu est imposée à un taux qui s'accroît à mesure que le revenu augmente. Selon le barème actuel

des taux d'imposition provincial et fédéral, sa facture d'impôt devrait s'élever à 132 655 \$, soit 43 % de son revenu *imposable* de 308 500 \$. Est-ce que ce taux est élevé ? Pas vraiment. Car, sans les exemptions fiscales sur son gain en capital, son revenu total imposable serait de 450 000 \$, de sorte que les 132 655 \$ payés en impôt représenteraient un *taux d'impôt payé* aussi bas que 29,5 %, ce qui correspond au taux effectif d'une personne gagnant 115 000 \$, soit quatre fois moins que notre individu fictif.

QUI PROFITE DU GAIN EN CAPITAL ?

À la lumière de cet exemple, nous pouvons constater que les exemptions fiscales liées au gain en capital affaiblissent le système d'impôt progressif. Ce constat est d'autant plus frappant que l'imposition partielle du gain en capital bénéficie surtout aux 1 % des contribuables les plus riches, étant donné qu'ils déclarent 61 % de tous les gains en capital imposables. Cette concentration est d'autant plus élevée qu'à peine les 0,1 % les plus riches, soit 40 000 personnes, déclarent un gain en capital au-dessus de 250 000 \$.

L'IMPACT DES BAISSÉS D'IMPÔT

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 2000 ont abaissé plusieurs fois l'imposition du gain en capital et des entreprises, sous prétexte qu'elle nuisait à l'investissement. La portion imposable du gain en capital est ainsi passée de 75 % à 66,7 % en 2000, puis à 50 % en 2004, tandis que le taux d'imposition des entreprises a été diminué de 27 % à 15 % entre 2000 et 2008.

Or, ces baisses d'impôt n'ont pas eu l'effet escompté, comme le montrent les baisses successives du taux d'investissement en machines et équipements dans le PIB, lequel est passé de 4,5 % à 4,1 % de 2005 à 2010, puis à 3,8 % en 2015, et à 2,6 % en 2023. Ces baisses ont plutôt gonflé les profits nets des entreprises, lesquelles disposent d'une réserve de liquidités de 710 milliards de dollars, soit l'équivalent de la dette nette fédérale.

QUE FAIRE ?

L'augmentation de la portion imposable du gain en capital de plus 250 000 \$ de 50 % à 66,7 % est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant compte tenu des déficits publics et des défis énormes qui nous attendent (crise climatique, inégalités, logement, santé, etc.). Si on ramenait la portion imposable du gain en capital à 75 %, le fédéral récolterait 25 milliards de dollars de plus cette année. Et en ramenant le taux d'imposition des entreprises à un niveau proche de 2007, soit 21 %, la récolte pourrait combler le déficit fédéral actuel.

Notons enfin qu'il existe ailleurs dans le monde des formules d'imposition où le gain réalisé à moyen et à long terme est imposé à des taux plus faibles qu'un gain à court terme, et qu'à certains endroits les gains sont imposés à des taux progressifs.



PHOTO : DOMINIC BÉHÉRIE

Dans notre système d'impôt progressif, chacune des tranches de revenu est imposée à un taux qui s'accroît à mesure que le revenu augmente.

FestiPhilo

3e édition

Le festival trifluvien de démocratisation de la philosophie
Entrée gratuite

21 au 23 juin 2024

Centre-ville de Trois-Rivières

Invité.e.s :

- Webster
- Micheline Lanctôt
- Jean-Claude Simard
- Frédéric Bouchard

et plusieurs autres conférencières et conférenciers

Activités :

- Table-ronde sur les médias et l'IA
- Conférences
- Café-philosophie
- Ciné-Philosophie
- Philopardy
- Souper bénéficiaire

Pour en savoir plus : www.uqtr.ca/sprcq

LE SACRISTAIN
SANDWICHES GRILLÉS

300 rue Bonaventure Trois-Rivières

AFFICHEZ VOTRE APPUI AU BIEN COMMUN ET À LA GAZETTE DE LA MAURICIE !

Vous voulez afficher votre appui à une information régionale indépendante et de qualité ?

Pour un don de 40 \$, vous recevrez :

- Ce superbe sac sérigraphié en édition limitée par le 507 à l'atelier Rosette

- Un autocollant de La Gazette de la Mauricie

- La livraison à votre domicile par Postes Canada

- Un reçu de charité pour impôt d'une valeur de 20 \$

- La mention de votre nom sur notre nouvelle page de nos donateur-trices

COMMANDEZ VOTRE SAC DÈS MAINTENANT AU

www.gazetteauricie.com/soutenir



Un été pour chaque enfant

L'accessibilité des camps de jour en Mauricie et les possibilités d'inclusion qu'ils offrent constituent des enjeux cruciaux pour garantir que tous et toutes les enfants puissent bénéficier des activités estivales, indépendamment de leurs capacités physiques, cognitives ou sensorielles.



SARAH LEMAY

CONSULTANTE EN ÉQUITÉ,
DIVERSITÉ ET INCLUSION

En cette période où les camps de jour jouent un rôle central dans le développement social des jeunes, il est impératif de mettre en œuvre des pratiques et des infrastructures qui favorisent une véritable inclusion. En Mauricie, plusieurs initiatives locales montrent qu'il est possible de créer des environnements accueillants et accessibles à l'ensemble des enfants, mais des efforts soutenus et concertés restent nécessaires.

PAR OÙ COMMENCER ?

Les premiers pas vers l'inclusion consistent en une évaluation approfondie des besoins des enfants. Les gestionnaires de camps de jour doivent engager des discussions avec les parents pour comprendre les spécificités de chaque enfant et préparer les aménagements appropriés. Cette démarche proactive permet de personnaliser l'accueil et de garantir que chaque enfant pourra participer pleinement aux activités.

En parallèle, la formation du personnel est essentielle. Les équipes d'animation doivent être bien outillées en ce qui a trait aux différentes formes de handicaps et aux stratégies d'inclusion. Cette formation devrait inclure des modules sur la communication inclusive et accessible, et sur l'utilisation d'équipements adaptés.

Les défis ne manquent pas, mais les progrès sont tangibles. Ces efforts témoignent d'un solide engagement envers l'inclusion et montrent qu'il est possible de créer des environnements accueillants pour tous et toutes. Toutefois, l'accessibilité ne se limite pas à l'infrastructure physique. Il s'agit également de créer une culture d'inclusion où la diversité est célébrée et où chaque enfant se sent valorisé-e et respecté-e.

LES OBLIGATIONS LÉGALES

Selon la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec*, il est interdit de

discriminer une personne sur la base de 14 motifs, dont un handicap, dans les contrats et l'accès aux services publics, y compris les camps de jour. Les enfants ont donc tous et toutes le droit de s'inscrire à un camp de jour et de profiter des activités de manière égale, peu importe leur handicap.

Cette législation garantit que chaque enfant a les mêmes possibilités de loisirs et d'épanouissement. Toujours selon la *Charte*, un handicap inclut les limitations physiques, mentales ou psychologiques d'une personne, ce qui implique de mettre en place des moyens pour pallier ces limitations. Les handicaps peuvent être visibles ou non, comme le diabète, l'épilepsie, les allergies, l'asthme ou encore l'anxiété. Les handicaps peuvent aussi être temporaires, comme une fracture. Les moyens pour pallier un handicap englobent les pro-

thèses, les chiens d'assistance, les mesures de repos, les diètes alimentaires, les coquilles antibruit, les médicaments et les soins d'hygiène ou de santé.

Ces exemples ne sont évidemment pas exhaustifs, mais ils aident à comprendre ce qui peut être considéré comme un handicap et comment on peut le comprendre. Dans certaines situations, il peut y avoir une contrainte excessive qui fait en sorte que l'obligation d'accommodement n'est pas obligatoire. Toutefois, des facteurs mineurs, tels que la peur, le malaise des autres parents, un manque de formation ou la crainte de créer un précédent, ne constituent pas des obstacles insurmontables. Les organisations doivent évaluer objectivement les situations pour déterminer si un accommodement est réalisable, en s'assurant de ne pas le refuser pour des raisons insuffisantes ou injustifiées.

LES BIENFAITS DE L'INCLUSION

Au-delà des obligations juridiques, l'inclusion des enfants en situation de handicap dans toutes les sphères de la société présente de nombreux avantages. Ces enfants bénéficient d'un environnement d'apprentissage riche où il leur est possible d'observer et d'expérimenter, tandis que les autres enfants apprennent à connaître et à respecter la diversité. Cette interaction freine la construction des préjugés et favorise un climat de respect et de compréhension mutuelle.

En somme, l'inclusion crée un environnement où tous et toutes les enfants peuvent s'épanouir ensemble. Elle enrichit la société en inculquant des valeurs d'empathie et de coopération dès le plus jeune âge, contribuant ainsi à bâtir une communauté plus juste et plus solidaire pour l'avenir. 📌



PHOTO : ISABELLE PADUA

L'inclusion crée un environnement où tous et toutes les enfants peuvent s'épanouir et assimiler des valeurs d'empathie et de coopération dès le plus jeune âge, ce qui contribue à bâtir une communauté plus juste et plus solidaire pour l'avenir.

SCC
UQTR
SCFP 
2661

SCFP 
Syndicat canadien de
la fonction publique 
FTQ

Plus de 1100 personnes chargées de cours à donner le meilleur d'elles-mêmes, sans relâche.

Nicolas Pasion : un architecte de l'écologie à la Fondation Trois-Rivières durable

Initialement un organisme voué à la conservation des milieux naturels de l'île Saint-Quentin, la Fondation Trois-Rivières durable (F3RD) a évolué vers la couverture d'un territoire plus large. Cet organisme à but non lucratif (OBNL) s'engage à promouvoir un développement durable dans la collectivité trifluvienne. En préservant les espaces naturels et en soutenant les initiatives de changement, la F3RD vise à contribuer à bâtir une ville où il fait bon vivre. *La Gazette de la Mauricie* s'est entretenue avec son directeur général, Nicolas Pasion, afin de connaître les motivations qui l'ont poussé à s'investir activement dans cette lutte pour la préservation de l'environnement.



ANNE-SOFIE BATHALON
JOURNALISTE

LA FONDATION EN TANT QUE PARTENAIRE
Nicolas Pasion explique que la F3RD est un OBNL paramunicipal qui agit en partenariat avec la Ville de Trois-Rivières. Ainsi, la Ville, Innovation et développement économique de Trois-Rivières (IDÉ) ainsi que la F3RD sont des entités complémentaires. Il ajoute : « Nous ne sommes pas un bras de la Ville, on n'en fait pas partie. Nous sommes indépendants, mais, malgré tout, nous sommes très proches. Nous faisons partie de ceux qui aident la Ville à atteindre ses objectifs. IDÉ, c'est plutôt la partie économique, et nous c'est plutôt la partie protection de l'environnement et développement durable. »

En 2021, Trois-Rivières a présenté sa nouvelle politique environnementale. La F3RD accompagne les acteurs municipaux afin de réaliser les objectifs établis dans le cadre de cette politique. Nicolas Pasion reconnaît l'ouverture et la confiance dont fait preuve la Ville envers son organisation. Par exemple, c'est la Fondation qui a la responsabilité de gérer le Fonds Éclorre, qui permet aux organismes, aux entreprises et aux citoyen-nes de mettre en œuvre des projets environnementaux. Dans ce dossier, la F3RD a comme mandat de lancer les appels de projets et d'analyser la conformité des dossiers.

ACCOMPAGNER POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Fondation partage son expertise avec d'autres intervenant-es de Trois-Rivières. En effet, elle accompagne des entreprises afin de définir des objectifs et des moyens de réduire leur impact environnemental. Il s'agit en quelque sorte d'un diagnostic climatique. L'équipe de la F3RD rencontre les entreprises et fait un bilan environnemental. Par la suite, ensemble, elles déterminent les actions visant à obtenir une certification en développement durable. « Il y a aussi beaucoup d'entreprises qui n'ont aucune pratique, au-



PHOTO : ANNE-SOFIE BATHALON

Directeur général de la F3RD et citoyen trifluvien, Nicolas Pasion et sa famille ont choisi Trois-Rivières pour l'équilibre existant entre la ville et la vie communautaire tout en restant près de la nature.

cune connaissance durable, ou qui en ont et qui ont fait ça un peu de leur bord sans être vraiment conscientes de tous les enjeux du développement durable. Nous, ce qu'on leur propose, c'est une formation de huit ou neuf mois », précise le directeur général.

Nicolas Pasion indique que son organisme s'occupe de plusieurs projets. Il rappelle que l'objectif premier de la F3RD est la conservation de milieux naturels sur le territoire de Trois-Rivières. Au cours des 10 dernières années, la Fondation a acquis plusieurs terrains, dont certains se trouvent dans la tourbière Red Mill. « Ce sont des milieux sensibles, des milieux humides qu'il faut protéger. Après, notre travail, c'est de trouver des subventions ou du financement pour justement être capables d'acheter ces terrains et de les conserver. » L'organisme détient également des servitudes, principalement à l'égard de terrains de la municipalité trifluvienne. À ce jour, la F3RD préserve près de 208 hectares de terres dans toute la ville.

POUR LUI-MÊME ET POUR SES ENFANTS

Originaires de la France, Nicolas Pasion est arrivé avec sa famille à Trois-Rivières il y a environ deux ans. « On avait envie de changement. Il y avait aussi une forme de déception de la France à travers tout ça, d'un point de vue social, surtout, et économique. On s'est dit que pour nos enfants et pour leur avenir, il y avait peut-être un gros changement à faire. On a choisi Trois-Rivières justement pour cet équilibre qui existe entre la ville et la vie communautaire, tout en restant près de la nature. Montréal, c'était hors de question. »

Architecte de formation, Nicolas Pasion a eu son propre cabinet et a travaillé dans ce domaine pendant près de 15 ans. « Tout au long de mes études et de mon début de carrière, j'avais quand même déjà cette sensibilisation à des projets plus écoresponsables, plus respectueux des choses. Ça n'empêche pas de faire du développement, de la construction, mais avec cette envie d'avoir un impact quand même pas si négatif à travers les bâ-

timents. Malgré tout, en France, cela fait déjà pas mal d'années qu'on essaie de parler d'écoresponsabilité des bâtiments, de performance énergétique, mais la réalité économique fait que souvent ces belles théories, ces belles idées sont balayées rapidement par les impératifs de temps et d'argent », raconte-t-il.

À un certain moment, ces contradictions en ce qui concerne certaines valeurs n'ont plus été supportables pour Nicolas Pasion : « J'avais honte de mon métier, surtout aux yeux de mes enfants », nous confie-t-il. Il a donc préféré tout quitter et se renouveler. Avant de traverser l'Atlantique, il a commencé par trouver un emploi dans un site naturel où il a acquis beaucoup de connaissances en conservation de l'environnement.

Maintenant citoyen trifluvien, il affirme qu'il est heureux de vivre ici, et qu'il espère également avoir un impact réel et concret sur la conservation et la protection de l'environnement. 🌱

DESTRUCTION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS. SERVICE AU COMPTOIR DISPONIBLE. INFORMEZ-VOUS!



GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

René Villemure
Député de Trois-Rivières

819-371-5901

rene.villemure@parl.gc.ca
www.renevillemure3r.quebec



Le CS3R : 50 ans d'histoire et de solidarité à souligner



Un autre monde est toujours possible!

Depuis 50 ans, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) œuvre à tisser des liens de solidarité entre les peuples afin qu'ensemble nous puissions construire un monde où règne la paix et où chaque être humain peut vivre dignement.

Malgré les reculs des dernières années, notre expérience militante nous a maintes fois démontré le pouvoir de la solidarité internationale. La victoire contre l'Apartheid en Afrique du Sud nous a prouvé de façon éloquente qu'en luttant ensemble, on peut soulever des montagnes.

Depuis 2001, la société civile internationale se donne rendez-vous périodiquement dans le cadre du Forum social mondial dont le slogan est « Un autre monde est possible ». Représentée notamment par les mouvements sociaux, les syndicats et les organisations non gouvernementales comme le CS3R, la société civile développe en concertation des idées et des projets fondés sur des valeurs de justice sociale et écologique qui parviennent à influencer l'ordre néolibéral actuellement établi.

L'établissement d'un taux d'imposition minimum de 15% pour les sociétés des pays membres de l'OCDE en juillet 2021 illustre bien les gains possibles des collectivités mobilisées à l'échelle mondiale.

LE CS3R REDOUBLE D'ARDEUR

Devant la multiplication des conflits armés à travers le monde, nous devons redoubler d'ardeur et travailler d'arrache pieds pour tisser les liens de solidarité entre les peuples. En développant une meilleure compréhension de nos vécus respectifs, nous nous outillons pour affronter les causes profondes des problèmes sociaux et politiques qui perturbent la paix mondiale.

Au fil des ans, nous sommes parvenus à créer une communauté de citoyens et citoyennes engagés qui portent en eux le rêve d'un monde meilleur. Cette communauté dynamique demeure le meilleur rempart contre la progression de la désinformation et des fausses bonnes idées de la droite idéologique. Au cours des prochaines années, le CS3R continuera de soutenir l'émergence d'une citoyenneté mondiale à l'échelle régionale. Vous verrez nos équipes aller à votre rencontre dans les écoles et les lieux publics. Vous nous entendrez défendre le bien commun et la paix lors de manifestations publiques. Vous allez vous joindre à nous, nous l'espérons, parce qu'ensemble un autre monde est toujours possible.

Une aventure citoyenne d'action et de résilience qui traverse les décennies!

Si le 11 septembre 2001 a marqué les mémoires, le 11 septembre 1973 est aussi une date tristement connue sur la scène internationale : celle du coup d'État au Chili, où le général Augusto Pinochet a renversé le président socialiste démocratiquement élu Salvador Allende. C'est également, au niveau local, la naissance d'une longue histoire de solidarité pour bon nombre de Québécois.e.s qui ont spontanément participé à la mise sur pied de comités Québec-Chili aux quatre coins de la province. Leur objectif : soutenir la résistance citoyenne chilienne, tout en mobilisant et en informant la population d'ici sur les graves violations des droits humains engendrées par la répression militaire au Chili. Ces groupes, créés dans l'urgence, ont laissé une empreinte indélébile sur notre tissu social. L'un d'entre eux a par ailleurs su s'inscrire durablement dans le temps, s'ancrer dans sa communauté et se transformer pour devenir l'un des piliers des réseaux de solidarité et de coopération internationale du Québec : le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R).

Cette petite équipe de militant.e.s, en action depuis maintenant un demi-siècle et dont les rangs se sont bien garnis au fil des années, a fait beaucoup plus que témoigner son support à la cause et à la communauté chilienne. Elle a permis aux Trifluvien.ne.s de se regrouper, de développer une communauté d'appartenance à leur image et de créer des connexions humaines qui transcendent l'âge, l'origine et la situation socioéconomique. Elle a alimenté le courage de rêver d'un monde meilleur en clamant haut et fort que rien ni personne ne peut éteindre la flamme de la paix, de la dignité humaine et de la justice qui brûle en chacun.e de nous. Elle a donné une voix à ceux et celles qui rejettent l'idéologie néolibérale, militariste et consumériste dominante et qui incarnent au quotidien qu'un autre monde est non seulement possible, mais qu'il est déjà en marche.

50 ans plus tard, à l'heure des changements climatiques, des guerres qui s'étirent et du cynisme politique, est-il encore réaliste de faire le pari de la

solidarité humaine? De croire en la communication bienveillante, de maintenir l'espoir qu'il existe des solutions tangibles aux défis colossaux qui se dressent devant nous? Et si la solidarité constituait plutôt la seule voie possible pour continuer d'avancer et de croire en l'Humanité?

Au CS3R, nous nous faisons un devoir de nourrir l'espérance et de lutter dans la joie. Nous célébrons l'étincelle qui s'allume dans les yeux des jeunes qui se mobilisent dans leurs écoles et qui sensibilisent leur entourage. Nous nous réjouissons de pouvoir participer à ce que des organisations au Nord comme au Sud, que l'on parle de Cuba, d'Haïti ou du Burkina Faso, unissent leurs forces pour l'instauration de modèles de coopération et de partenariat décolonisés et égalitaires. Nous choisissons d'être à l'écoute, de nous remettre en question et de sortir de notre zone de confort afin de ne jamais nous engluer dans un immobilisme qui nous éloignerait de notre identité profonde et de notre raison d'être.

À tout.e.s les bénévoles, les militant.e.s, les employé.e.s, les stagiaires, les sympathisant.e.s et les partenaires d'ici et d'ailleurs qui ont fait vivre, vibrer et briller le CS3R depuis maintenant 50 ans : c'est du fond du cœur que notre équipe vous adresse un immense merci! Merci pour votre temps, votre engagement, votre passion sans cesse renouvelée et votre conviction profonde en cet idéal rassembleur que nous portons ensemble. Un merci tout spécial également aux personnes et aux organisations qui souhaitent se joindre à nous pour continuer à co-construire le monde d'aujourd'hui et de demain : le CS3R vous ouvre grand ses portes et ses bras, le regard tourné vers l'avenir, pour plonger dans les défis et les luttes des 50 prochaines années.

Bravo et longue vie au Comité de Solidarité/Trois-Rivières et à ses artisan.e.s!

Sarah Bourdages, présidente
Au nom du conseil d'administration du CS3R



Le Comité de Solidarité/ Trois-Rivières a 50 ans

Dès que je suis revenu à Trois-Rivières, après vingt années de mission en Haïti, en Équateur et au Chili, la solidarité internationale s'est présentée à moi comme un engagement naturel. Au printemps 1995, alors que je visitais le salon du livre, une rencontre fortuite avec Jean-Claude Landry me valut une invitation au Comité de solidarité tiers-monde, rebaptisé depuis lors Comité de solidarité/Trois-Rivières.

Notre organisation régionale, le CSTR, atteignait en septembre 2023 ses 50 années d'engagement à éduquer la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec aux enjeux de la solidarité internationale. J'ai trouvé dans cette organisation des personnes passionnées et mobilisées pour la solidarité entre les peuples et, avec elles, j'ai retrouvé mon souffle.

Notre organisation a contribué, année après année, à éveiller des jeunes aux réalités vécues par les peuples du Sud et à les accompagner pour changer le monde et le rendre plus

équitable et plus fraternel. C'est ainsi que des générations de citoyens et citoyennes de la Mauricie et du Centre-du-Québec ont appris à vivre ouverts sur le monde, solidaires avec les luttes du moment : contre la dictature au Chili, contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre la militarisation du Canada, pour la démocratie en Haïti, en appui aux luttes de libération en Amérique centrale, pour la lutte contre les gaz à effet de serre, contre le génocide du peuple palestinien et ultimement et avec urgence en appui à la lutte contre les changements climatiques.

Je remercie le Comité de m'avoir associé à ses luttes qui incarnent à mes yeux l'essence du christianisme tel que je le comprends : faire advenir dans notre monde une société où tous les peuples et tous les individus vivent en paix sur une Terre belle et généreuse pour tous.

Claude Lacaille
Militant de longue date



1973

Le 11 septembre 1973, un coup d'État militaire renverse le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende au Chili. À Trois-Rivières, des citoyennes et citoyens veulent réagir devant cette injustice. Un petit groupe formera le Comité Québec-Chili de Trois-Rivières (qui deviendra quelques années plus tard le CSTM-TR et puis après le CS3R). Dès le 20 septembre 1973, ce comité organise sa première soirée de solidarité avec le peuple chilien. Ce sera le début d'une chaîne de solidarité internationale qui se poursuit encore aujourd'hui 50 ans plus tard.



1986

En 1986, l'achat d'un F-18 représentait 60 millions de dollars canadiens. L'objectif de la campagne « Un F-18 pour la paix », à laquelle le CS3R a participé, était de demander au gouvernement du Canada de renoncer à l'achat d'un seul avion de combat afin d'investir cette même somme dans des projets en éducation et en santé.

1986

En 1986, la première campagne « Outils de paix » voit le jour. Le peuple du Nicaragua appelle à la solidarité internationale après la victoire sur la dictature de Somoza. L'objectif de la campagne est d'amasser du matériel scolaire, du matériel de couture ou du matériel d'agriculture léger. Les résultats de la première année sont inspirants : 7901 crayons, 28 850 feuilles de papier, 46 500 boutons.



1997

Depuis le tout début, le CS3R a pour mission de sensibiliser la population, notamment les jeunes. En 1997, le Réseau In-Terre-Actif, le volet jeunesse du CS3R, voit le jour et, depuis, plusieurs moyens ont été mis en œuvre pour sensibiliser les jeunes sur la solidarité internationale, tels que la création d'albums pédagogiques, le développement d'ateliers de sensibilisation, d'expos-photos ainsi que des activités diverses comme les génies en herbe.

1994

Au mois de mai 1994, un autobus de la CITF (ancêtre de la STTR), décoré aux couleurs de l'Afrique parcourt la ville de Trois-Rivières afin de sensibiliser la population aux réalités vécues par la population de ce continent. Des messages, sur l'autobus et à l'intérieur permettait aux gens de recevoir de l'information pertinente sur l'Afrique. Tout cela, afin promouvoir la paix et de lutter contre les préjugés.



Une année de célébrations et de militance pour la paix

L'année 2023-2024 restera gravée dans nos mémoires comme une année de grands bouleversements sur le plan international. Guerres et conflits armés sur presque tous les continents, tensions politiques, polarisation des débats : à première vue, rien pour encourager l'humanité dans sa quête de justice et de liberté. Elle démontre pourtant avec force toute l'importance de notre mission : sensibiliser et mobiliser notre communauté pour initier des changements durables. Plus que jamais, nous ressentons le besoin de cultiver l'espoir d'un monde plus juste, démocratique, solidaire et équitable.

Cette année bien spéciale marque aussi le 50^e anniversaire de notre organisme, nous rappelant avec fierté l'héritage laissé par plusieurs générations de militants et de militantes qui ont agi comme éclaireurs et éclaireuses de conscience pour bon nombre d'entre nous. Leur engagement continue de nous inspirer et continuera sans nul doute à inspirer plusieurs générations dans le futur.

Un moment fort de cette année aura été sans contredit l'inauguration de notre nouvelle murale intergénérationnelle, véritable symbole de notre engagement collectif envers une culture de la paix. Nous en avons profité pour inaugurer la nouvelle dénomination de la bâtisse au cœur de nos activités. Désormais, l'édifice de la rue Sainte-Geneviève portera le nom emblématique de « Maison pour la paix Brian-Barton ».

Brian Barton demeure pour nous un défenseur infatigable de la paix et de la justice sociale. Celui-ci a dédié sa vie à la promotion d'une culture de la paix et à la coexistence pacifique entre les peuples du monde. En honorant sa mémoire, nous perpéтуons son héritage et renouvelons notre engagement envers les idéaux qu'il a défendus avec tant de passion.

L'équipe de travail du Comité de Solidarité/Trois-Rivières



2003

En 2003, plusieurs centaines de personnes marchaient dans le centre-ville de Trois-Rivières afin de dire NON au gouvernement canadien qui réfléchissait à une intervention militaire en Irak.

2004

En 2004, le Comité de solidarité/Trois-Rivières met en place une vaste campagne afin de s'opposer au bouclier antimissile. Ainsi, des manifestations, des envois massifs de cartes au premier ministre ont été effectués pour exiger que le gouvernement canadien refuse toute participation au bouclier antimissile.

2012

Depuis 2012, le projet « Change le monde, une œuvre à la fois » a permis la création de centaines d'œuvres d'art engagées portant sur des thèmes tels que la paix, l'environnement, l'égalité, la justice sociale et autres. C'est donc des milliers de jeunes et moins jeunes de la Mauricie et du Centre-du-Québec qui ont été sensibilisés.

2022

Le 21 septembre 2022, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le Comité de solidarité/Trois-Rivière a invité la population au parc Champlain pour un rassemblement pour la paix et en soutien à toutes les communautés victimes des conflits armés.

2023

Le 21 septembre 2023, à l'occasion de la Journée internationale de la paix et du 50^e anniversaire de l'organisme, le Comité de solidarité/Trois-Rivières a inauguré sa toute nouvelle murale intergénérationnelle pour la paix et a renommé sa bâtisse la « Maison pour la paix Brian-Barton » afin de rendre hommage à ce grand trifluvien, militant pour la paix et fondateur du CS3R.

1995 à 2002

De 1995 à 2002, le CS3R propose les « Rendez-vous ethniques ». Au programme, durant trois jours en juin, de la danse, de la musique, des mets culturels, des kiosques éducatifs, de l'artisanat international... Le parc portuaire de Trois-Rivières offre aux festivalières et festivaliers un contact privilégié avec les autres cultures.



Le courage de sanctionner

Une terrible crise humanitaire a cours à Gaza depuis plus de six mois maintenant. Victimes de bombardements continus de l'armée israélienne, ce sont plus de 35 000 Gazaoui-es (en date de mai 2024) qui ont perdu la vie, incluant une vaste majorité de civils. À cela s'ajoutent les quelque 220 employé-es d'organisations humanitaires décédé-es sous le feu israélien, dont le Canadien Jacob Flickinger de l'organisation World Central Kitchen. Les populations ont dû fuir vers le sud de la bande de Gaza et se trouvent désormais dans un état de précarité alimentaire extrême.

DANIEL LANDRY
COLLABORATEUR



Au nom de quoi ces atrocités sont-elles commises ? Selon les autorités israéliennes, il s'agit de la nécessité de venger l'attaque du 7 octobre, d'éradiquer le Hamas et de rétablir un climat de sécurité pour les Israéliens. Or, si personne ne peut nier l'atrocité des exactions commises par le Hamas le 7 octobre 2023 (plus de 1 100 décès et 250 enlèvements en sol israélien), le raisonnement selon lequel une réplique militaire sanglante et disproportionnée pourrait rétablir la sécurité et supprimer toutes formes de radicalisme semble d'une absurdité sans nom. Pire, le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu instrumentalise sans vergogne la souffrance de familles israéliennes à des fins politiques et géostratégiques. D'ailleurs, non seulement ses actions depuis octobre sont considérées tel un « risque génocidaire » par la Cour internationale de Justice, mais Israël profite également du chaos pour narguer l'Iran (le raid à l'ambassade iranienne de Syrie le 1^{er} avril), risquant ainsi d'entraîner une escalade de violence mortifère. Ces attitudes belliqueuses s'avèrent d'une irresponsabilité troublante et repoussent un éventuel processus de paix aux calendes grecques.

QUELLES ACTIONS POSSIBLES ?

Que faire dans ce contexte, sachant qu'Israël détient une supériorité militaire indéniable sur ses voisins (près de 5 % de son PIB consacré au secteur militaire, possession de l'arme nucléaire, soutien américain inconditionnel) ? Comment réagir alors que le gouvernement Netanyahu semble prêt à tout pour exacerber les tensions et légitimer son programme politique ?

Une première étape serait certainement pour ses partenaires économiques d'exiger un cessez-le-feu immédiat, plutôt que de le réclamer du bout des lèvres. Concrètement, une telle demande doit donc impérativement s'accompagner de sanctions économiques en cas de refus d'obtempérer. Or, ni le Canada ni les États-Unis ne sont très convaincants à cet effet, ces derniers ayant même fait voter en avril un programme d'aide de 14 milliards de dollars à son partenaire hébreu.

La seconde étape, plus importante celle-là, serait de démontrer le courage de sanctionner économiquement toute tentative de déstabilisation dans la région. Par exemple, on peut se questionner sur le fait que le Québec et le Canada développent depuis des années des politiques de libre-échange avec Israël (traité de 1997, modernisé en 2019), alors que son gouvernement contribue aussi massivement à l'oppression palestinienne et à l'insécurité planétaire. Dans les dernières années, la campagne mondiale

Boycott-Désinvestissement-Sanctions, lancée par des organisations non gouvernementales palestiniennes, s'est d'ailleurs employée à dénoncer les politiques de spoliation des terres et de discrimination à l'encontre du peuple palestinien, et à exiger la fin de ce soutien inconditionnel aux politiques discriminatoires du gouvernement israélien. À l'instar de la condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud dans les décennies 1980 et 1990, les États doivent avoir le courage de sanctionner. C'est là une condition sine qua non de la pacification dans la région.


Dans les dernières semaines, plusieurs militant-es se sont mobilisé-es sur les campus de nombreuses universités américaines et canadiennes (McGill notamment). Derrière ces actions, le message est clair : la situation ne peut continuer ainsi et il est urgent de créer les conditions nécessaires au dialogue et à la paix. Non seulement le soutien d'un gouvernement comme celui de Netanyahu n'aide pas les Israélien-nes, mais il plombe aussi les espoirs de paix au Proche-Orient pour plusieurs générations. 



PHOTO : ISABELLE PADULA

Dans les dernières semaines, plusieurs militant-es se sont mobilisé-es sur les campus de nombreuses universités américaines et canadiennes. Derrière ces actions, le message est clair : la situation ne peut continuer ainsi et il est urgent de créer les conditions nécessaires au dialogue et à la paix.

9 CHRONIQUE FEMMES

La montée du masculinisme

Simone de Beauvoir (1908-1986) disait : « N'oubliez jamais qu'il ne suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

LAURÉANNE GASCON



Le masculinisme arrive à toute vitesse au Québec dans certaines sphères médiatiques et publiques et cela démontre que les droits des femmes ne sont jamais acquis. Mais qu'est-ce que le masculinisme ? « Il s'agit d'un discours qui s'appuie sur une prétendue crise de la masculinité. Les masculinistes voient des effets pervers dans les changements apportés par le féminisme, qui nuiraient aux hommes. Par exemple, la perte des repères identitaires, la dévalorisation de la masculinité et de la virilité. Le masculinisme ne s'appuie pas sur des théories, mais plutôt sur des expériences individuelles, qu'il tente de collectiviser ». (Manuel de résistance féministe, 2019)

Comment se fait-il que les inégalités vécues par les femmes soient banalisées et perpétuées par la montée de ce discours masculiniste ? La réponse se trouve entre autre du côté de la socialisation et des stéréotypes. Simone de Beauvoir a présenté l'idée de construction sociale : comme l'organisation sociale régit notre vie en société, l'humain a besoin d'établir des

règles, des normes et des codes sociaux pour s'organiser. La socialisation est le processus par lequel les garçons et les filles, dès le tout jeune âge, apprennent et intègrent les valeurs, les normes et les règles dévolues à leur sexe. On projette ainsi, même involontairement, des attentes spécifiques et différenciées sur les filles et les garçons, lesquelles influencent leurs choix, leurs préférences, leurs attitudes et leurs comportements en société. À grande échelle, cela maintient le système patriarcal en place.

Le patriar- quoi ?

« Le patriarcat est un système économique, politique et socioculturel mondial fondé sur :
- La supériorité et l'autorité des hommes, comme classe de sexe dominante ;
- L'appropriation du corps et de la force de travail des femmes comme groupe social dominé.

Il s'agit d'un système qui :

- Divise les femmes et les hommes en deux groupes distincts ;
- Hiérarchise ces groupes en leur attribuant une valeur et un ordre différents ;
- Situe le groupe des hommes en position dominante et subordonne celui des femmes ;


- Assigne aux hommes et aux femmes des sphères distinctes hiérarchisées ;
- S'appuie sur la contrainte à l'hétérosexualité ;
- Légitime les discriminations systémiques par l'idée d'une nature inférieure des femmes. » (Manuel de résistance féministe, 2019)

Cette socialisation s'effectue par le biais tant de la famille, de l'école et des pairs que des différents médias de communication, qui renvoient souvent des images stéréotypées des sexes.

Actuellement, une prise de parole s'effectue dans certains médias qui valorise le discours selon lequel l'homme doit restreindre la liberté de déplacement de sa femme, par exemple en l'empêchant d'aller dans certains lieux publics, et contrôler la manière dont elle s'habille, avec qui elle peut ou non entrer en relation ainsi que ce qu'elle peut publier ou non sur les réseaux sociaux. Ces discours toxiques encouragent les hommes à exercer leur domination et un contrôle excessif sur les femmes : il est important de les reconnaître et de les dénoncer. Les valeurs de base d'une relation saine et équilibrée sont le respect, la confiance et la liberté. En tant que so-

ciété, nous devons mettre fin au climat de contrôle et de peur au sein des relations conjugales et dans la société dans son ensemble.

Les femmes se sont battues des siècles durant afin d'obtenir des droits fondamentaux tels que le droit de vote, d'être considérées comme des personnes à part entière, une autonomie et une indépendance. En tant que société, en 2024, comment se fait-il qu'un tel discours connaisse une recrudescence ? La pointe de l'iceberg, ce sont les nombreux, les trop nombreux féminicides qui se produisent. Toutefois, il est important de souligner qu'avant d'en arriver là, des hommes exercent sur des femmes plusieurs formes subtiles de violences, tels que les discours sexistes, l'objectification du corps des femmes, le *gaslighting* (détournement cognitif), l'humiliation, le chantage émotionnel, la culpabilisation, la minimisation et même les insultes, les menaces et les agressions à caractère sexuel.

Les féministes ne mènent pas un combat contre les hommes. Les féministes réclament l'égalité, tout simplement. Soyons uni-es, soyons allié-es, pour une plus grande humanité. 

L'identité québécoise, un trésor à protéger et à promouvoir

Le 24 juin, nous célébrons la Fête nationale du Québec, qui est la fête de l'ensemble des citoyen-nes du Québec, de toute origine. Je profite de cette occasion pour vous parler du dernier livre de la réalisatrice Francine Pelletier, *Au Québec, c'est comme ça qu'on vit – La montée du nationalisme identitaire* (2023, Lux Éditeur, 220 p.).



JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

HISTORIEN

D'emblée, ce livre devrait être lu par toutes les personnes qui arrivent et s'installent au Québec, car cet ouvrage, même s'il occulte l'alliance durable entre les Autochtones et les premiers colons français, fait bien le tour des événements majeurs qui ont jalonné l'histoire du Québec : des Patriotes de 1837-38 au « référendum crève-cœur de 1995 », en passant par la Révolution tranquille qui a su établir un nationalisme « civique » fondé sur la citoyenneté, misant sur le français, l'égalité hommes/femmes et la laïcité comme piliers de notre société, en rejetant le principe ethnocentriste du repli sur soi.

L'autrice, elle-même d'origine franco-ontarienne, a émigré au Québec à l'automne 1975 pour assurer sa propre survie en tant que francophone. Elle s'est spontanément jointe avec fierté au mouvement indépendantiste en appuyant la vision du nationa-

lisme progressiste de René Lévesque. Elle comprend alors que l'idée d'appliquer l'adage « maître chez nous » est un combat collectif et qu'il faut de l'audace pour se reconnaître soi-même en tant que peuple. D'ailleurs, elle convient que « le nationalisme a toujours été au cœur de la politique ainsi que de l'identité québécoises ».

Selon Francine Pelletier, depuis l'échec du référendum de 1995, le nationalisme québécois est devenu davantage culturel que politique, mais serait plus fermé et axé sur le passé alors qu'il devrait être plus ouvert et axé sur le futur. Or, lorsque qu'une société craint pour sa propre survie à long terme (nous sommes seulement 2 % en Amérique du Nord), comment peut-elle se projeter dans l'avenir ?

Est-ce que cela existe vraiment, un nationalisme qui n'est pas identitaire ? Le nationalisme est défini comme une doctrine qui revendique le droit pour une nationalité de former une nation en proposant l'exaltation du sentiment national par un attachement passionné à celle-ci. De plus, en quoi valo-

riser le passé québécois serait-il un frein à la conscience de soi ? Il faut bien savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on veut vraiment aller et ne pas répéter les erreurs du passé.

Sans retourner au nationalisme de survivance du 19^e siècle, il faut quand même plonger notre regard dans ce que nous avons été depuis l'arrivée de Jacques Cartier, en 1534, pour mieux saisir notre identité. Il est faux de croire que nous sommes tous des immigrant-es de première génération, au contraire. Par exemple, mon ancêtre Nicolas Vériuel est arrivé ici vers 1660 et s'est marié avec une fille du Roy en 1665. Le Québec doit regarder en arrière pour mieux comprendre son présent, mais aussi pour mieux appréhender le socle commun qui doit unir notre société : la culture québécoise et la langue française. Cela n'est pas du tout associé à ce que Francine Pelletier nomme « nostalgie » ou « ressentiment ». Il n'y a aucun sentiment xénophobe à parler de soi au « nous », car, pour devenir citoyen-ne du monde, il faut également avoir des racines quelque part. Faire du

Québec un pays n'est pas un acte contre les autres, mais un acte d'abord pour soi.

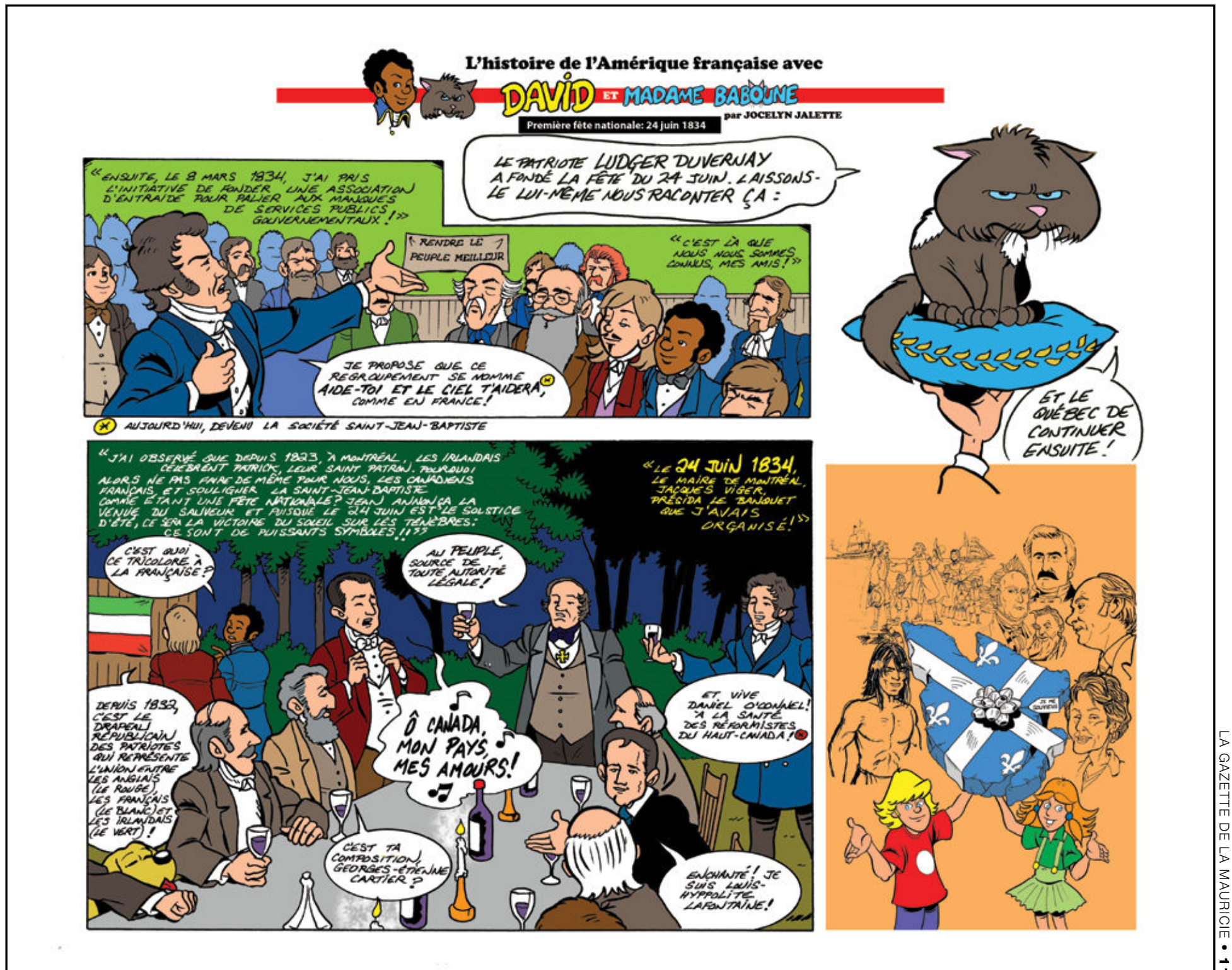
Lors de la fondation du Parti québécois, en octobre 1968, René Lévesque (1922-1987) a déclaré : « Nous sommes des Québécois. Ce que cela veut dire d'abord et avant tout, et au besoin exclusivement, c'est que nous sommes attachés à ce seul coin du monde où nous puissions être pleinement nous-mêmes, ce Québec qui, nous le sentons bien, est le seul endroit où il nous soit possible d'être vraiment chez nous. » Le premier chef du PQ n'avait pas peur d'utiliser ce « nous » que dénonce l'autrice dans la bouche du premier ministre Jacques Parizeau (1930-2015) lors de la deuxième tentative démocratique d'obtenir l'indépendance politique et nationale du Québec.

Enfin, ce qu'il manque à cet ouvrage, c'est une critique du régime fédéral, qui a toujours mis des bâtons dans les roues de notre projet de société. Que le Québec n'ait toujours pas signé la *Constitution canadienne* de 1982 démontre l'impasse dans

laquelle nous sommes toujours. Que l'autrice ait dû quitter son Ontario natal pour vivre dans sa langue maternelle témoigne justement de la guerre au français qu'a toujours menée le Canada – et il n'est pas nécessaire pour s'en convaincre de remonter au *Règlement XVII*, qui interdisait l'enseignement du français en Ontario de 1912 à 1927, il y a suffisamment d'exemples contemporains.

Que le Québec de demain soit forcément pluraliste, « diversifié et métissé », comme le suggère l'autrice en conclusion, je le conçois aisément, mais nous devons solidifier et mettre en place une « culture de convergence » qui place l'histoire du Québec et la langue française en son centre. C'est ainsi que nous pourrions réussir à intégrer les personnes qui hésiteront à voter oui au prochain référendum et convaincre tous les Néo-Québécois-es de la fierté de créer ensemble un nouveau pays. **Q**

ARTICLE INTÉGRAL DISPONIBLE AU
au www.gazettemauricie.com



Styx de passage à Trois-Rivières

Styx, la formation musicale rock fondée à Chicago le 22 février 1972, était de passage à Trois-Rivières le 22 mai 2024 à l'Amphithéâtre Cogeco. Le groupe, qui se produit une centaine de fois par année en concert, était de retour au Québec après une absence de cinq ans. Reconnu pour son acoustique de qualité, ses écrans géants et sa capacité à accueillir 9 000 spectateurs et spectatrices, sur les sièges, dans les gradins et sur l'esplanade gazonnée, l'Amphithéâtre Cogeco a été choisi par Styx pour sa tournée de 2024 au Québec avec trois autres villes.

MICHELLE DUNN
JOURNALISTE



QUI EST STYX ?

Styx est né des cendres du groupe Tradewinds fondé au début des années 1960. Les frères jumeaux Chuck et feu John Panozzo ont été des membres fondateurs de ce groupe et aussi du groupe Styx. Chuck, le bassiste original, est encore de tous les spectacles et joue dans plusieurs pièces dont « Come Sail Away » et « Renegade ». Depuis 1972, Styx a lancé 17 albums ; les 2 derniers, *The Mission* en 2017 et *Crash*

Of The Crown en 2021 ont été produits et coécrits par Will Evankovich, un des guitaristes de Styx depuis 2018. Les membres de Styx sont Chuck Panozzo 75 ans, guitare basse, James Young, 74 ans, guitare et chanteur, Tommy Shaw, 70 ans, guitares, mandoline, clavier et chanteur, Lawrence Gowan, 67 ans, claviers, chanteur et animation, Will Evankovich, 52 ans, guitare et chanteur, Todd Sucherman, 54 ans, batterie, et Terry Gowan, guitare basse et chanteur.

LA FIBRE GÉNÉREUSE DE STYX

Les membres de Styx ont à plusieurs reprises au cours des ans aidé à lever des fonds pour des organismes caritatifs. Le 17 novembre 2013, lors de leur concert à L'Olympia de Montréal, ils

ont fait tirer une guitare au bénéfice de la Fondation Fauna à Carignan, qui est le seul sanctuaire de chimpanzés au Canada. Le 25 août 2017, ils ont donné un concert à la soirée Strangers In The Night à Pointe-Claire au bénéfice de trois organismes de charité. À Trois-Rivières, le 22 mai, c'est sous une pluie de pics de guitare avec initiales manuscrites qu'ils ont gâté les spectateurs et spectatrices.

LES MOMENTS FORTS DU SPECTACLE

J'étais présente au concert pour pouvoir en parler aux lecteurs et lectrices de *La Gazette de la Mauricie*. Le groupe a débuté en force avec la chanson « The Grand Illusion », pour ensuite enchaîner avec ses grands succès tels que « Too Much Time on My Hands », « Suite Madame Blue », « The Best of Times » et « Blue Collar Man (Long Nights) ».

Tous les membres du groupe ont évolué sur la scène avec le sourire et un plaisir évident de jouer ensemble. Ce sont tous des musiciens et chanteurs talentueux et chevronnés. Lawrence Gowan s'est adressé toute la soirée aux gens en français. Il a lancé des blagues tout en dansant, sautant et sautillant sur la scène au grand plaisir de la foule. Avec son clavier tournant, il a même joué la partition du synthétiseur de la chanson « Fooling Yourself (The Angry Young Man) » à une main et ensuite les deux mains dans le dos tout en nous regardant avec un air

taquin. Il faut mentionner qu'il a une formation classique en piano.

Il a également annoncé que son frère, Terry, qui a remplacé Ricky Phillips à la guitare basse en mars 2024, est maintenant un membre officiel de Styx, et a souligné que cela fait 51 ans que James Young a signé son premier contrat avec Styx.

Les deux chansons en rappel, « Mr Roboto » et « Renegade » ont été jouées devant une foule qui s'était regroupée devant la scène pour danser et chanter. Les membres du groupe l'ont accompagnée, parce qu'ils interagissent toujours avec leur public, dont ils sont très proches. Le visuel, avec des jeux de lumières, et le rendu acoustique étaient fantastiques. Bref, le spectacle de Styx à l'Amphithéâtre Cogeco a été impeccable à tous les niveaux, et les membres de Styx l'ont également apprécié, puisque Simon Fauteux, le relationniste de presse québécois du groupe depuis 2017, m'a relayé le message du groupe aux gens qui étaient présents au concert : « Ça a été une soirée extraordinaire avec un super public. Cet endroit est magique! »



PHOTO: MICHELLE DUNN

Les membres de Styx ont à plusieurs reprises aidé à lever des fonds pour des organismes caritatifs,

VIDÉO DE CE CONCERT DE STYX
au www.gazettemauricie.com

9 CHRONIQUE HISTOIRE

L'élite intellectuelle de Montréal et la diffusion du nationalisme canadien-français entre 1917 et 1932

La Revue nationale est une revue d'idées publiée à Montréal de 1919 à 1932 par le conseil général de la Société Saint-Jean-Baptiste. Cette dernière, fondée en 1834 par Ludger Duvernay, est la première société patriotique qui se consacre entièrement aux intérêts de la société et de la nation canadiennes-françaises en Amérique du Nord. Après la période de fortes turbulences qui a suivi, jusqu'aux années 1880, caractérisée notamment par une émigration massive et la dispersion des Canadiens-français sur le continent ainsi que par les premières luttes pour les droits du français dans le Canada confédéré, la situation s'améliore quelque peu. Notamment, une bourgeoisie d'affaires canadienne-française voit le jour à la fin du siècle et contribue, par sa philanthropie, au développement des institutions sociales et nationales.

FRANCIS BERGERON
HISTORIEN



Tout ce contexte politique, économique, culturel et social conduit l'élite intellectuelle à réfléchir aux problèmes et aux défis qui touchent la nation et à élaborer une doctrine nationaliste propre à la personnalité historique et sociale de la nation canadienne-française.

Mais au sortir de la Grande Guerre (1914-1918), le déclassement économique du Canada français s'accélère, sa bourgeoisie s'effrite au moment de la seconde révolution industrielle qui exige des capitaux massifs, et sa population se prolétarise. Inquiète de ce qui lui paraît un mouvement de dépossession difficile à endiguer, l'élite intellectuelle nationaliste va établir un nouveau modèle d'intervention dans la société, laissant de côté la lutte pour les droits au profit de l'action sociale, catholique et intellectuelle. La rupture avec la société d'avant-guerre établit les assises

d'un « nouveau nationalisme », le nationalisme canadien-français.

COMMENT DIFFUSER CE NOUVEAU NATIONALISME ?

Les Canadiens-français, selon l'intelligentsia nationaliste, doivent travailler ensemble afin d'apporter des solutions aux problèmes qu'affronte la nation. En ce sens, des revues d'idées sont créées dans l'objectif de remédier aux lacunes du champ intellectuel, pour proposer des études et des réflexions sur les problèmes nationaux et leurs solutions. Entre 1917 et 1928, soit durant toute la durée de sa vie, c'est la revue *L'Action française*, sous la direction de Lionel Groulx, qui va incarner le mieux cette volonté de l'élite canadienne-française d'affirmer les sujets nationaux du Canada français « dans une perspective d'action intellectuelle plutôt que politique ». *La Revue nationale* s'inscrit parfaitement dans ce contexte de transformation, en même temps qu'elle le nourrit.

L'EXEMPLE DE LA REVUE NATIONALE

La Revue nationale, organe officiel de la

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a donc été fondée dans une période de redéfinition de la vie intellectuelle. La sociologue Andrée Fortin, qui a étudié les revues et les gens qui y participent, considère que l'année 1917 marque l'entrée dans la modernité. Parallèlement, l'historienne Pascale Ryan affirme que cette année « marque un tournant dans l'entrée en scène des intellectuels au Canada français ». Enchérissons un peu sur les nouveautés du champ intellectuel du premier quart du XX^e siècle. L'intelligentsia de la nouvelle génération privilégie des « analyses critiques pour ensuite formuler des solutions, des propositions d'actions », plutôt que de s'engager elle-même dans l'arène politique comme l'avait fait par exemple Henri Bourassa (1868-1952) en son temps. Par ailleurs, on veut alors contrer l'esprit de parti qui creuse les divisions entre Canadiens-français de toutes allégeances confondues.

C'est donc au cours de la décennie 1920 que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal entreprend plusieurs campagnes d'actions pour répondre aux in-

quiétudes des Canadiens-français devant les transformations sociales et la montée du libéralisme économique qui s'accélérent après la Grande Guerre. C'est par l'entremise de *La Revue nationale* que la Société tentera de diffuser son programme d'action nationale et sociale auprès des Canadiens-français, programme qui reste sensiblement le même durant toute sa durée de vie.

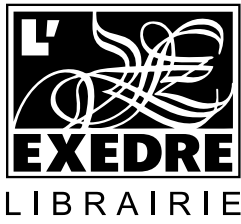
La revue participe donc au « réveil national » du Canada français qui caractérise les années 1920 et qui se manifeste par la défense de la culture canadienne-française, la solidarité et l'association entre les minorités françaises en Amérique du Nord et enfin par l'appel à des actions susceptibles de conduire à un début d'affranchissement économique des Canadiens-français.

SOURCES DISPONIBLES au
www.gazettemauricie.com

Suggestions littéraires



MARIE LABROUSSE
COLLABORATRICE



À l'occasion du mois de juin et dans l'esprit de l'initiative Je lis autochtone !, la librairie L'Exèdre vous présente une sélection d'œuvres écrites par des personnes issues des Premières Nations.

LES INDIENS S'AMUSENT, par Thomas King, éditions Mémoire d'encrier

L'essayiste et romancier Thomas King, d'ascendance cherokee, propose ici un roman à l'humour décalé. On y suit l'escapade routière abracadabrante en Europe d'un couple autochtone retraité, sur les traces d'un vieil oncle disparu et d'un sac de médecine. Une lecture plaisante, aussi sarcastique qu'acérée.



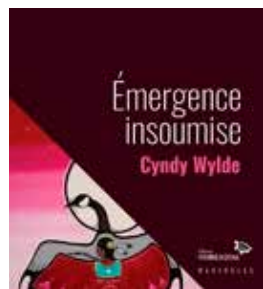
LA VALLÉE DE L'ÉTRANGE, par J. D. Kurtness, éditions L'Instant Même

L'autrice innue J. D. Kurtness a le don d'aborder des problématiques très actuelles (crise environnementale, place des technologies dans nos vies, montée de l'intelligence artificielle) sans jamais céder aux clichés ni à la facilité dans le traitement. Ce court roman, servi par un style original et troublant, ne fait pas exception. Un OVNI littéraire qui reste longtemps en mémoire.



Émergence insoumise, par Cyndy Wylde, éditions Hannenorak

Petit essai de la collection « Harangues » des éditions Hannenorak, qui vise à faire entendre les voix des Premières Nations et les avenir qu'elles envisagent pour elles-mêmes. L'autrice anicinapek8e et atikamekw y réfléchit sur le sort des femmes autochtones, tant dans le milieu carcéral que dans l'ensemble de la société canadienne.



LETTRÉ D'AMOUR AU TERRITOIRE, par Joshua Whitehead, éditions Mémoire d'encrier

Joshua Whitehead, poète et romancier oji-cris bispirituel, s'engage dans la voie de l'essai littéraire autour de la notion de territoire, une question souvent centrale dans les préoccupations autochtones. Celle-ci lui sert de pilier dans sa réflexion sur les identités autochtones, notamment sur la relation entre le corps et le territoire.



LES TERRES ISOLÉES, par David A. Robertson, éditions Scholastic

Premier tome d'une série fantastique jeunesse. Deux jeunes Autochtones déraciné-es de leur culture trouvent un passage vers un monde fantastique menacé par un hiver glacial. Une trame narrative classique dont la réutilisation pertinente se prête tout à fait au sujet abordé et fonctionne très bien. Dès 10 ans.



BENNY LE BANANOSAURE, par Sarabeth Metu Alivaktuk Holden et Emma Petersen, éditions Les Malins

Un album illustré délicieusement loufoque. Benny, un petit garçon toujours vêtu de son costume de tyrannosaure, adore les bananes, au point de vouloir en devenir une... Et finalement, pourquoi pas ? Une célébration de l'imagination débridée qui ravira les plus jeunes. Dès 3 ans. 📖



L'essence de l'art communautaire : entre processus et transformation sociale

L'art, sous ses multiples formes, joue un rôle crucial dans la société en tant qu'outil d'expression, de communication ainsi que de transformation personnelle et collective, une dualité qui se manifeste particulièrement dans les domaines de l'art communautaire. Pour mieux comprendre ces concepts, nous avons rencontré, entre autres, Marie-Josée Plouffe, professeure d'art dramatique au département de philosophie et des arts de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Son parcours unique et son engagement profond dans les milieux communautaires font d'elle une figure incontournable de l'art communautaire en Mauricie.

ANNE-SOFIE BATHALON
JOURNALISTE

Nous lui avons demandé ce qui définissait l'art communautaire. Sans détour, elle a répondu que, pour répondre à cette question, il fallait savoir ce que l'art signifiait pour nous. Pour sa part, afin d'illustrer ce qu'est l'art communautaire, elle a tenu à raconter son histoire personnelle. Après avoir obtenu son diplôme en études théâtrales au Cégep Lionel-Groulx et entamé des études universitaires, elle commence à travailler comme comédienne à Montréal. Alors qu'elle tourne une publicité pour la compagnie Vachon, elle a une révélation soudaine : « Ce n'était pas ça l'art, ce n'était pas ce que je voulais faire », lance-t-elle. Elle décide donc de quitter le plateau, non sans susciter la grogne de son agente. À 28 ans, elle se retrouve alors sans travail et sans agent.

Peu de temps après ce revirement, elle se voit offrir un petit contrat d'animation théâtrale avec des personnes atteintes de troubles mentaux sévères. Il s'agit d'un moment déterminant pour elle. Émue, elle nous confie qu'elle venait trouver ce qu'elle cherchait : « C'est ça l'Art ! C'est pas le produit, c'est le chemin. L'art communautaire a changé ma vie. »

LE PROCESSUS AUSSI IMPORTANT QUE LE RÉSULTAT

Esther Fillion, coordonnatrice et intervenante communautaire pour Engrenage Noir/Rouge, un organisme sans but lucratif visant le développement de l'art communautaire au Québec, fait sensiblement le même constat que Marie-Josée Plouffe concernant « le chemin ». En effet, en entrevue, elle explique « que le processus est aussi important, voire plus, que l'œuvre elle-même ». Mais alors, qu'est-ce que l'art communautaire ?

Véronique Leduc, artiste multidisciplinaire et professeure au département de communication sociale et publique à l'Université du Québec à Montréal, a travaillé ce concept lors de son doctorat en menant des recherches sur des femmes criminalisées qui participaient à un projet d'art communautaire mené justement par Engrenage Noir. Selon elle, l'art communautaire « se caractérise par le processus collectif, collaboratif et co-créateur entre des artistes et des membres d'une communauté ». Esther Fillion abonde dans le même sens. Elle ajoute que « les membres de la communauté sont directement concernés par un enjeu commun et partagent souvent une situation d'inégalité ou d'exclusion. Donc, ces personnes s'engagent volontairement dans le processus et expriment publiquement leur réalité ou leur vision du

monde. Et puis on dit que le projet contribue donc ainsi à la transformation de la société. »

Au cours de la pandémie, Engrenage Noir a élaboré avec des artistes quatre principes clés concernant l'art communautaire. Le premier principe reconnaît la présence de la communauté. Le deuxième est celui de la co-création, c'est-à-dire que tout le monde est sur un pied d'égalité dans le processus de création, autant l'artiste que les participant-es. Le troisième repose sur la notion de temps : « Juste de construire la confiance dans le groupe, de démystifier le médium qui sera utilisé il faut apprivoiser cela tranquillement. » On doit comprendre ensemble notre situation, et aller un peu plus loin que la seule expression de notre propre problème. Finalement, le dernier principe requiert la présentation publique des résultats, pour « rendre visible une vision du monde », explique Esther Fillion.

L'ART COMMUNAUTAIRE EN MAURICIE

Si nous avons mentionné La Fenêtre, il ne s'agit pas de la seule communauté artistique de ce genre dans la région. Par exemple, au Centre des arts de Shawinigan, on retrouve Les Impatients. Cette communauté offre un soutien aux personnes souffrant de troubles de santé mentale grâce à l'expression artistique. Javier Escamilla, médiateur culturel et artiste qui accompagne la communauté, explique que le nom signifie justement que ces personnes sont beaucoup plus que des diagnostics : « Nous ne sommes pas des patients, nous sommes des im-patients. »

Tout bien considéré, l'art communautaire démontre le pouvoir transformateur de l'expression artistique collective. Ces expériences montrent que l'art peut offrir un espace de réappropriation de soi et de guérison sociale, et met en lumière l'importance du processus créatif. 📖



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

« L'art n'est pas le produit, c'est le chemin. »
- Marie-Josée Plouffe

Discussions autour de l'immigration

Dans le dernier rapport de l'Institut de la statistique du Québec, on constate une croissance démographique historique pour la province. Selon Mikaël Morrisette, responsable des relations publiques et porte-parole de la Ville de Trois-Rivières, la population immigrante représente de 4 % à 6 % de la population totale de la ville. Les médias abordent souvent l'immigration sous différentes facettes liées à plusieurs problèmes sociaux, tels que la crise du logement, la pénurie de main-d'œuvre, les frais de scolarité des institutions d'enseignement supérieur et le déclin de la langue française. La question de l'immigration est complexe en raison de plusieurs facteurs interconnectés. Elle implique des dimensions économiques, politiques, sociales et humanitaires. Ce mois-ci, Alejandra Basañes, Romain Roult et Mikaël Morrisette discutent de ces enjeux en passant en revue leur parcours d'immigration et en explorant comment la Ville peut être un levier d'intégration.

ANNE-SOFIE BATHALON

JOURNALISTE

« LA MAISON DES FOUS »

Durant l'épisode, Robert Aubin fait référence à la maison qui rend fou dans l'ouvrage *Les douze travaux d'As-térix* pour illustrer la complexité du système d'immigration. En racontant son parcours d'immigrant français, Romain Roult, accompagné de Robert Aubin, démystifie plusieurs termes relatifs au vocabulaire bureaucratique. Ils expliquent, par exemple, la différence entre la mobilité étudiante et les permis d'étudiant, ainsi qu'entre un permis de travail et l'immigration économique. Ils abordent également la provenance et la mise en place dans les années 1990 du certificat de sélection du Québec, un document nécessaire pour immigrer au Québec.

CAPACITÉ D'INTÉGRATION

Mikaël Morrisette explique que la Ville de Trois-Rivières, en 2022, s'est dotée d'un plan d'action en immigration. Des enjeux principaux ont été identifiés comme étant des défis qui peuvent défavoriser l'intégration. L'un des principaux concerne la barrière linguistique. Le fait de ne pas maîtriser le français, à Trois-Rivières, empêche plusieurs personnes immigrantes de se trouver un emploi. Il s'agit en quelque sorte d'un cercle vicieux, puisque le lieu de travail constitue un milieu de socialisation important. D'autant plus que plusieurs personnes immigrantes n'ont pas l'occasion de pratiquer ailleurs le français.

Les trois intervenant-es s'accordent sur l'importance des loisirs et de la culture comme outils d'intégration. Alejandra Basañes raconte son parcours depuis qu'elle a quitté l'Argentine en pleine crise économique ; elle affirme que l'art peut être un puissant médium pour intégrer les personnes immigrantes. Elle raconte comment l'Atelier Presse-Papier l'a accueillie à bras ouverts à son arrivée à Trois-Rivières. On se penche également sur les travaux que Romain Roult a réalisés avec des collègues sur l'intégration des immigrant-es grâce aux loisirs. Avec Mikaël Morrisette, on se demande comment la Ville peut mettre en place des initiatives locales alors que l'offre de services en matière de loisirs est globale.

MULTICULTURALISME ET INTERCULTURALISME

Le Québec se distingue du reste du Canada par son modèle de gestion de la diversité culturelle. Les valeurs québécoises, notamment en raison du fait que le Québec constitue une minorité linguistique par rapport au reste du pays, favorisent le modèle d'interculturalisme. En revanche, le Canada anglais privilégie le multiculturalisme. Romain Roult et Alejandra Basañes partagent leur perception de cette différence. Romain Roult exprime sa fascination pour la manière dont le Québec navigue au milieu d'une mer anglophone, tandis qu'Alejandra Basañes explique avoir toujours aimé le français, même avant d'immigrer au Québec. Pour elle, il n'était pas négociable d'aller ailleurs qu'au Québec.

Il est tout à fait intuitif de penser que le Québec offre de nombreuses opportunités aux personnes qui y migrent. Cependant, on se demande rarement, au-delà de leur travail et des impôts qu'ils-elles paient, ce que les immigrant-es peuvent apporter à la culture québécoise. C'est sur cette question que se termine l'épisode. Romain Roult et Alejandra Basañes expliquent leur fierté d'être québécois-es, et comment ils contribuent à la société québécoise.

LES PANÉLISTES

Alejandra Basañes est une artiste visuelle multidisciplinaire originaire de San Juan, en Argentine. Elle réside à Trois-Rivières depuis 2003. Elle utilise principalement des techniques telles que la lithographie, la sérigraphie et l'estampe sur verre, et fait aussi des installations.

Originaire de l'Est de la France et établi au Québec depuis de nombreuses années, **Romain Roult** est professeur au Département d'études en loisir, culture et tourisme à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il est également co-directeur du Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'UQTR.

Mikaël Morrisette est responsable des relations publiques et porte-parole de la Ville de Trois-Rivières. Il est impliqué dans les communications municipales et a récemment joint le conseil d'administration de l'Association des communicateurs municipaux du Québec, où il contribue à l'amélioration de la communication et de la participation citoyenne au niveau municipal.

ALEJANDRA BASAÑES :

« Il y a plusieurs commentaires comme "vous avez vraiment bien réussi l'immigration, vous êtes un exemple comme famille", et moi je suis fière, mais je pense qu'on a eu une belle réussite aussi à cause de vous, les Québécois ! Parce que nous, on a eu tellement de belles rencontres, des amis qui nous ont aidés, qui nous ont conseillés. Et donc, sans eux, sans vous, ça ne serait pas vraiment une réussite. »



ROMAIN ROULT :

« C'est là que les loisirs et le sport, par exemple, peuvent devenir des facteurs d'intégration et de compréhension des valeurs de la société d'accueil. Pourquoi ? Parce que cela permet à la fois de donner à la société d'accueil, de montrer qu'on a une certaine expertise [...], mais aussi de connaître d'autres héritages sportifs, comme ici par exemple le hockey, une discipline qui n'est pas forcément présente dans mon pays d'origine. »



MIKAËL MORRISSETTE :

« Dans l'étude qui été menée par l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des personnes immigrantes, on définit les deux grandes forces de Trois-Rivières, parce que oui il y a eu des défis qui ont été identifiés, mais quand il y a des défis, il faut bâtir sur des forces parce qu'il y a des opportunités. Cela a surtout été le sentiment de sécurité des gens quand ils arrivent ici. Ils se sentent mieux, ils se sentent en sécurité dans leur voisinage, dans les institutions. Et aussi, la qualité de vie qui est ressentie. »



La tête dans les nuances EST DISPONIBLE EN FORMAT BALADO ET VIDÉO AU www.gazetteauricie.com

Votre prochaine
sortie culturelle
est ici !

DICI

TOUTE LA CULTURE
EN MAURICIE

MAGAZINE | CALENDRIER | VITRINE



PLANIFIEZ VOTRE
PROCHAINE SORTIE

Mystoires

En Mauricie et dans les environs, on retrouve une multitude de bâtiments patrimoniaux. Ils font de notre territoire un vivier patrimonial. Mais, connaissez-vous vraiment ces édifices qui font la fierté de notre région? Dans cette nouvelle rubrique, Patrimoine Trois-Rivières vous invite à revisiter notre histoire par ses bâtiments dont voici un indice en photo.



Où est situé ce cadran solaire du XIX^e siècle, à Trois-Rivières? Solution dans la prochaine édition et dans la rubrique jeux d'esprit au www.gazetteauricie.com

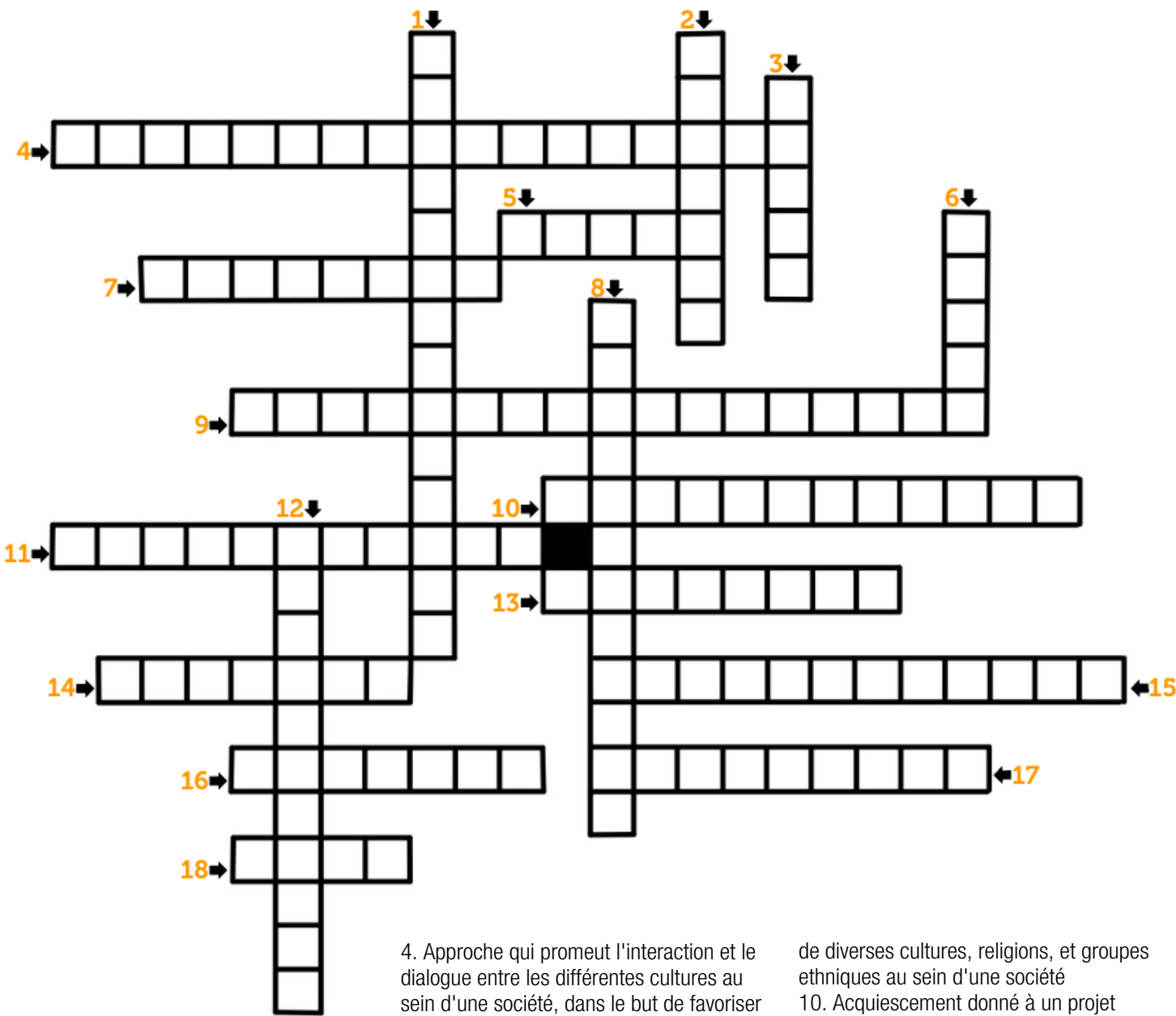
Réponse à la dernière édition : sur le toit arrière de l'hôpital Saint-Joseph, rue Sainte-Julie, carte postale vers 1915. L'hôpital Saint-Joseph s'agrandit considérablement entre 1870 et 1915. L'avancée centrale et la partie gauche sont aboutées en 1887, l'aile de l'orphelinat à l'extrême droite est construite en 1904, celle des prêtres à gauche en 1905 et un étage est ajouté à chacune des annexes en 1912. Ajout du « nouvel hôpital » en 1940 et la résidence des infirmières en 1957. En face de l'hôpital se trouvait le jardin des Soeurs de la Providence disparu au début des années 60 pour faire place à un stationnement. Source : collection privée Calude Bruneau, dans *Trois-Rivières 1865-2018 son histoire en photos*.



PATRIMOINE TROIS-RIVIÈRES
SOCIÉTÉ DE CONSERVATION ET D'ANIMATION DU PATRIMOINE
Visitez le <https://patrimoine3r.quebec>

INVITATION
Un survol historique et patrimonial de Trois-Rivières : Dimanche 9 juin à 13 h au *Repère des mauvais langues*. Conférences de Yannick Gendron, Kilyan Bonnetti, Françoise Duguay et Jean-François Veilleux.

MOTS CROISÉS



Solution dans la rubrique jeux d'esprit au www.gazetteauricie.com et dans la prochaine édition

RÉPONSES DU MOIS DERNIER

1. Mixité
2. Austérité budgétaire
3. Déficit budgétaire
4. Loujain
5. Opinion
6. Écoanxiété
7. Marginalisation
8. Cathon
9. Échantillon
10. Solidarité
11. Satisfaction
12. Méthodologie
13. Circonscription
14. Captation
15. Orateur
16. Jeunesse
17. Réseauter
18. Sondage
19. Engagement
20. En ligne
21. Piscine

1. Capacité d'un individu, d'une communauté ou d'une nation à subvenir à ses propres besoins sans dépendre de l'aide extérieure
2. Sentiment qui porte à accorder à quelqu'un de la considération en raison de la valeur qu'on lui reconnaît
3. Banane ou dinosaure, pourquoi choisir ?

4. Approche qui promeut l'interaction et le dialogue entre les différentes cultures au sein d'une société, dans le but de favoriser l'intégration et la cohésion sociale
5. Groupe minoritaire de personnes ayant, dans une société, une place éminente due à certaines qualités valorisées socialement
6. Dernière harangue en date
7. Fondateur du Parti québécois
8. Idéologie et mouvement politique qui prônent la promotion des intérêts d'une nation
9. Idéologie et politique qui reconnaissent, encouragent et célèbrent la coexistence

- de diverses cultures, religions, et groupes ethniques au sein d'une société
10. Acquiescement donné à un projet
11. Imposer une peine ou une mesure punitive à une personne ou à une organisation en réponse à une infraction, un manquement ou un comportement jugé inacceptable
12. Processus par lequel des individus ou des groupes de personnes quittent leur pays d'origine pour s'installer de manière permanente ou temporaire dans un autre pays
13. Réduction partielle ou totale de la capacité d'une personne

14. Rapport entre individus égaux
15. Dont la profession, l'activité principale fait exclusivement appel au travail intellectuel
16. Parti pris, attitude ou opinion préconçue
17. Nom autochtone donné au fleuve Saint-Laurent par les peuples des Premières Nations
18. Groupe de rock américain formé à Chicago en 1972. Connue pour son style musical qui combine des éléments de rock progressif, de hard rock, et de pop rock.

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Directrice générale et journaliste : Isabelle Padula
Journaliste : Anne-Sofie Bathalon
Révisseuses : Lise Bergeron, Mireille Pilotto, Diane Vermette.
Correcteur d'épreuves : Jean Bernard
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret
Table éditoriale : Jules Bergeron, Alain Dumas, René Gélinas, Renaud Gignac, Jean-Claude Landry, Louis-Serge Gill, Diane Vermette.

Abonnez-vous à notre infolettre!



www.gazetteauricie.com



Suivez-nous sur nos médias sociaux!



Pour du contenu intelligent et une visibilité qui a du sens,
nous sommes là pour vous !



la gazette

DE LA MAURICIE et des environs

Votre média régional indépendant !

TERRITOIRE

La Gazette de la Mauricie est distribuée sur l'ensemble du territoire mauricien, ainsi que sur une partie du territoire centriquois et lanaudois par l'intermédiaire de plus de 150 présentoirs disposés dans les commerces et organismes. Nous sommes le seul média régional indépendant imprimé et ce, à **20 000 exemplaires**.

Notre contenu est également publié sur internet avec certaines **exclusivités web** et plusieurs **balados** et **vidéos** inédits. Nous possédons également une solide présence sur les réseaux sociaux

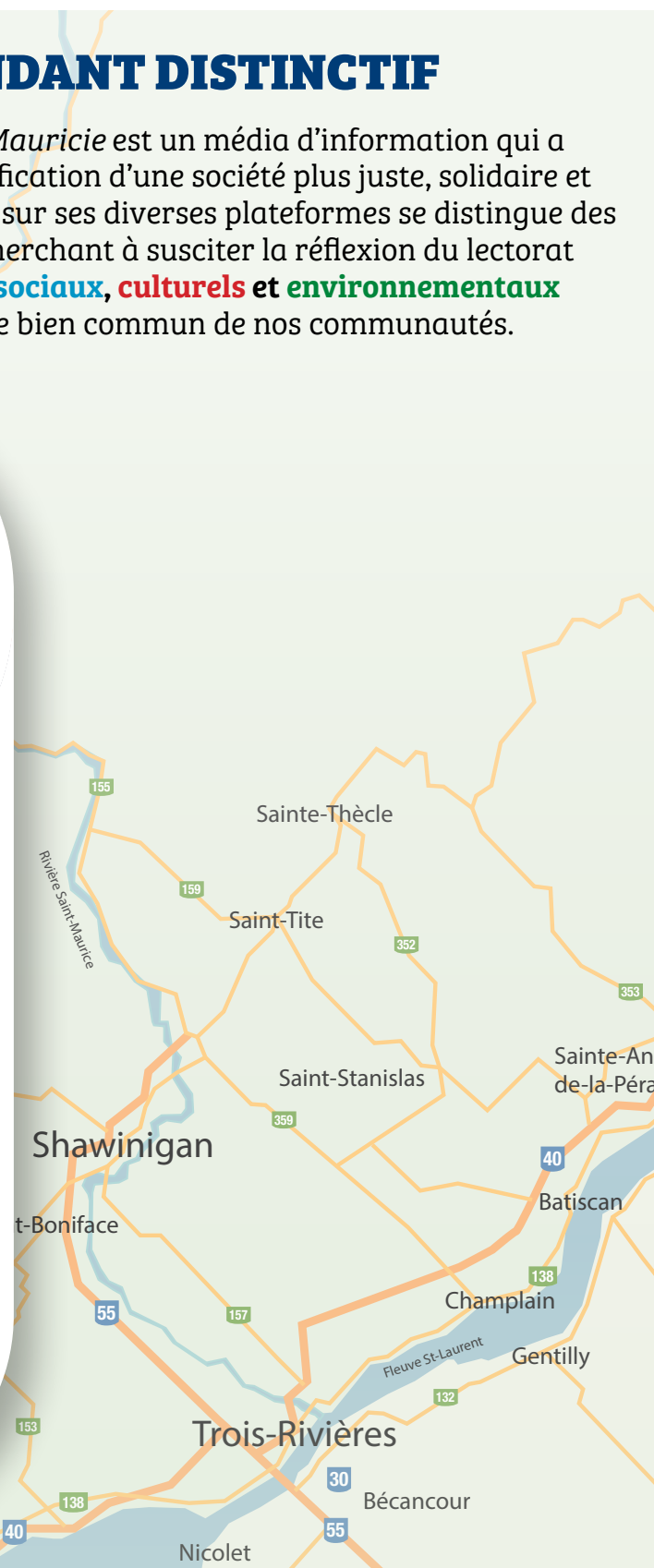
UN MÉDIA INDÉPENDANT DISTINCTIF

Fondée en 1984, *La Gazette de la Mauricie* est un média d'information qui a pour mission de contribuer à l'édification d'une société plus juste, solidaire et participative. Le contenu proposé sur ses diverses plateformes se distingue des autres produits médiatiques en cherchant à susciter la réflexion du lectorat et des internautes sur des **enjeux sociaux, culturels et environnementaux** pouvant avoir une incidence sur le bien commun de nos communautés.



FAITES-VOUS REMARQUER !

- Publicités imprimées et numériques
- Cahiers personnalisés de partenariat
- Publireportages
- Production de vidéos
- Réalisation de baladodiffusions
- Plan de visibilité personnalisé
- Partenaire de diffusion dans vos demandes de subventions



Vous voulez bénéficier d'une visibilité efficace ?

Contactez-nous sans tarder au ventes@gazetteauricie.com ou au **819 841-4135** pour réserver votre place dans notre prochaine parution et obtenir une soumission personnalisée répondant à vos besoins !

www.gazetteauricie.com